

Note de conjoncture

> Analyse économique de la filière Céréales de FranceAgriMer



• numéro 8 / avril 2011 / Panorama mensuel des marchés céréaliers

Le tremblement de terre et le tsunami intervenus au Japon le 11 avril ont provoqué un véritable mouvement de panique sur les marchés agricoles encore sous l'influence des révoltes dans certains pays arabes. Le mouvement de baisse aura été aussi marqué que le rebond observé quelques jours après. Fin mars, la parution des rapports sur les intentions de semis des producteurs américains d'une part, et sur l'état des stocks d'autre part, a considérablement amplifié la hausse.

MONDE

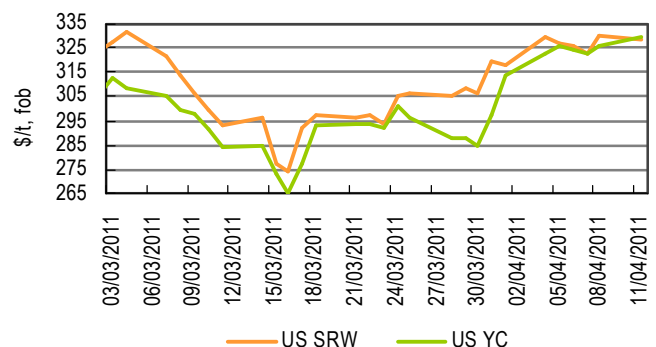
> Cours mondiaux en constante fluctuation

Si le phénomène de la volatilité des marchés agricoles devait être encore démontré, une véritable illustration en a été faite au cours du mois écoulé avec comme catalyseur les événements dramatiques survenus au Japon (tremblement de terre, tsunami et risque nucléaire). Les fonds, soucieux de limiter leur exposition aux risques financiers, ont opéré un vaste mouvement de liquidation de leurs positions longues - 40 000 contrats de 5 000 bu (127 t) ont été vendus le 15 mars -, ce qui immédiatement entraîné une dégringolade des cours. Le Japon importe en moyenne 20 Mt de céréales (maïs, blé, orge), essentiellement des États-Unis. Il est le 1^{er} importateur mondial de maïs et le 3^e de soja. Les importations de riz s'établissent à une moyenne quinquennale de 0,7 Mt et la production est de l'ordre de 7,8 Mt.

Consécutivement à l'épisode baissier, les fondamentaux du marché ont progressivement repris le dessus, et les éléments liés à la nouvelle récolte sont de nouveau placés au premier plan. En effet, l'inquiétude persiste sur les conditions climatiques au Canada et aux États-Unis. Le risque d'inondation consécutif à la fonte d'importants cumuls de neige pourrait entraîner un retard dans les semis. A contrario, la sécheresse qui perdure sur les grandes plaines américaines demeure problématique. Le 2^e rapport sur l'état d'avancement des cultures, publié le 10 avril par l'USDA, en apporte la confirmation. 37% des blés sont jugés " bon à excellent ", contre 65 % en 2010. La situation est très préoccupante dans les zones de production du HRW. Dans le Texas, 66 % des blés seraient dans un état " très mauvais à mauvais " contre 10 % l'année dernière. Ce pourcentage atteint respectivement

60 et 47 % pour les États de l'Oklahoma et du Kansas (vs 3 et 5 %). Dans ces conditions, la valorisation de la prime à la qualité apparaît inévitable. La notation pour le SRW est globalement satisfaisante (64% « bon à excellent » contre 76% l'an dernier). L'Association des producteurs américains (US Wheat Associates) estime que si les conditions sèches persistent, les producteurs pourraient remplacer le blé par du coton.

Cours du SRW et du maïs aux États-Unis



Source : Chicago Mercantile Exchange

> États-Unis : prévision de surface record pour le maïs

Le rapport sur les intentions de semis des agriculteurs américains publié le 31 mars s'est avéré globalement conforme aux anticipations des analystes. Les éléments qui

caractérisent la campagne en cours (prix élevés, resserrement de l'offre et des stocks) ont fortement orienté les allocations de surfaces. La sole en maïs est estimée en hausse à 37,3 Mha (+ 4,5 % en) 2011. Si ce scénario se concrétise, ce sera la deuxième plus forte superficie enregistrée depuis 1944, après le record de 2007. Malgré un recul des semis de blé dur de 6,6 % à 0,971 Mha, la surface tous blés confondus est projetée en hausse de 8,2 % à 23,48 Mha. En revanche, la surface dédiée à au soja connaît un léger recul à 31,003 Mha. En tout état de cause, le coton, dont les cours ont explosé durant la campagne 2010, devrait bénéficier d'un espace en hausse de 15 %.

> Bilan maïs : une offre de plus en plus resserrée

Le rapport sur l'état des stocks de maïs a mis le feu aux poudres. Même si la bataille des surfaces tourne pour l'instant, à l'avantage du maïs, les cours affichent un niveau sans précédent, à 330 \$/t le 11 avril. Le précédent record (319 \$/t) datait de juin 2008, au plus fort de la crise alimentaire. On notera que les fonds ont procédé à l'achat de 70.000 contrats en 2 jours (31 mars et 1er avril). Le blé, désormais moins cher que le maïs (328 \$) devrait se substituer au maïs dans les rations animales. La combinaison de plusieurs éléments est à l'origine de cette envolée. Le recul des stocks trimestriels (-15 %) est jugé très préoccupant. Au 1^{er} mars, ils s'établissaient à 165,69 Mt contre 195,43 Mt auparavant, soit l'équivalent d'environ 3 semaines de consommation. La récente déclaration de B. OBAMA, qui souhaite privilégier les énergies propres alors que le cours du baril de pétrole est à plus de 100 \$ depuis début mars, fait craindre un alourdissement des utilisations de maïs pour l'éthanol (127 Mt en 2010 selon l'USDA). Les prix élevés n'ont visiblement aucun effet de rationnement. L'USDA, à travers les engagements hebdomadaires, confirme un accroissement de la demande à l'échelle mondiale. Les engagements à l'exportation atteignent 38,9 Mt au 7 avril (contre 35,8 l'an dernier). Les ventes ont atteint un volume de 1,9 Mt entre le 17 et le 24 mars. Ce chiffre pourrait confirmer la rumeur d'un achat conséquent par la Chine (1,25 Mt dont 1 Mt sur 2010 et 0,25 Mt sur 2011), annoncée vers une destination inconnue. Le Président de l'US Grain Council, de retour de Chine, indique les importations de maïs pourraient atteindre 2,5 à 3 Mt pour le reste de la campagne. Par ailleurs, la visite en Argentine d'une délégation chinoise, a pour objectif d'établir d'un protocole afin de lever les barrières sanitaires liées aux OGM. L'Argentine espère concrétiser une première vente durant le premier semestre de cette année pour un volume maximum de 2 Mt. Ce chiffre coïncide avec l'ouverture d'un contingent de 3 Mt (en complément des 8,5 déjà accordées). Le ministère de l'agriculture prévoit une récolte de maïs de 20,8 Mt en 2011 dont environ 12 Mt sont susceptibles d'être exportées. Il convient d'indiquer que, dans ce marché très tendu, les exportations de l'Inde sont relevées à près de 3 Mt contre 1,9 Mt en 2010. On note une forte demande de la part de pays de l'Asie-Pacifique (Bangladesh pour 0,6 Mt, Indonésie pour 0,2 Mt et Vietnam) à des prix d'environ 320 \$/t c&f soit 25 \$ de moins que l'origine américaine.

> Récolte 2011 : éléments disponibles

Le CIC confirme une hausse de la sole mondiale en blé de 3,6 % à 225 Mha soit la plus importante depuis 1998. La production mondiale est estimée à 673 Mt par le CIC et à 676 Mt par la FAO. De nombreux pays ont été ame-

nés à accroître leurs semis de blé et de meilleurs rendements sont attendus dans des zones frappées par la sécheresse en 2010, en particulier au sein de la CEI. La Russie qui a effectué environ 20 % de moins de semis d'hiver que prévu, va devoir augmenter considérablement ses semis de printemps. Le recul est estimé à environ 3,5 Mha mais, compte tenu des pertes inévitables de l'hiver, ce chiffre pourrait atteindre jusqu'à 5 Mha. Dans cette hypothèse, 4,5 Mha devraient alors être ressemés au printemps. L'objectif est d'effectuer les semis de printemps sur 50 Mha, dont 30 seront dédiées aux céréales afin d'aboutir, in fine, à une récolte comprise dans une fourchette basse de 80 Mt et de 88 Mt pour l'hypothèse la plus optimiste. Sur ce total, la récolte de blé est projetée à 55 Mt et les exportations prévues à hauteur 6 Mt. D'un point de vue commercial, plusieurs scénarios (dont l'instauration d'une taxe prohibitive ou encore de quotas à l'exportation) sont actuellement à l'étude. Mais c'est vraisemblablement la prolongation de l'embargo jusqu'au mois d'octobre 2011, conformément aux déclarations de la Ministre de l'Agriculture russe le 25 mars dernier, qui devrait être privilégiée. Cette situation est loin de faire l'unanimité. Afin de contrer l'interventionnisme de l'État russe en la matière, une association composée à parité d'exportateurs de produits agricoles et de commerçants a récemment été créée. Elle s'engage à faire du lobbying afin d'aboutir à l'annulation de l'embargo mais aussi à favoriser la coordination et les actions entre les exportateurs, les producteurs et les autorités.

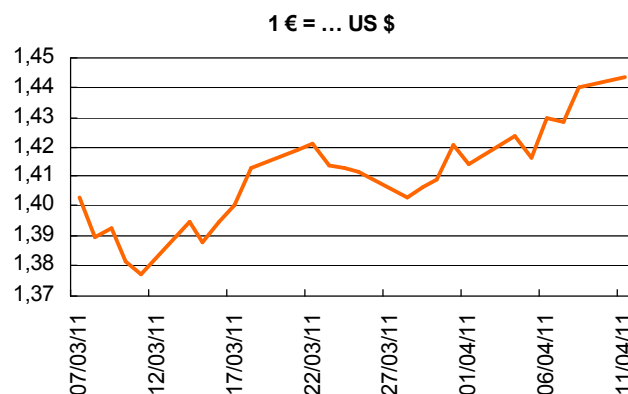
Si l'on examine de plus près le bilan mondial, il apparaît que les projections de récolte formulées à ce stade, devraient permettre de couvrir la consommation mondiale estimée à 671 Mt. En revanche, le stock de fin de campagne aura du mal à progresser compte tenu d'une demande en hausse de 3 Mt, à 126 Mt.

> Blé : retour en force des exportateurs institutionnels

La campagne en cours est marquée par un recentrage des exportations autour des 5 exportateurs traditionnels (hausse de 20 % à 98 Mt) au détriment de la mer Noire (baisse de 60 % à 14 Mt). Les Etats-Unis, l'UE, le Canada, tout comme l'Australie qui espère vendre 16 Mt de blé (soit le plus haut niveau depuis 2001/02), réalisent leur deuxième meilleure performance. Les engagements américains à l'exportation sont en avance de près de 60 % à 33,8 Mt pour un objectif fixé à 34,7 Mt.

UNION EUROPÉENNE

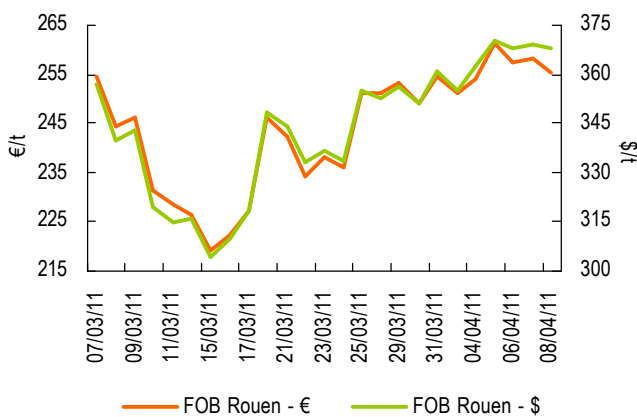
Évolution récente du change euro-dollar



> Les marchés financiers préfèrent l'euro au dollar

En dépit d'un profil accidenté, l'euro poursuit son ascension face au dollar, jusqu'à dépasser 1,44 \$ (+ 4,8 % entre le 11 mars et le 11 avril). Les facteurs à l'œuvre sur le marché des changes sont complexes : entre la résurgence des problèmes de dette souveraine au Portugal et la poursuite de la politique monétaire de relance de l'économie aux Etats-Unis, l'issue du rapport de force n'a pas de caractère d'évidence. Pour le moment, toutefois, et malgré la demande d'une aide financière formulée par le Portugal début avril, la plus grande rigueur monétaire affichée par la Banque centrale européenne, qui a, comme elle l'avait annoncé, relevé ses taux directeurs le 7 avril pour la 1^{ère} fois depuis presque trois ans (+ ¼ de point), bénéficie à la monnaie unique.

Prix du blé communautaire à l'exportation



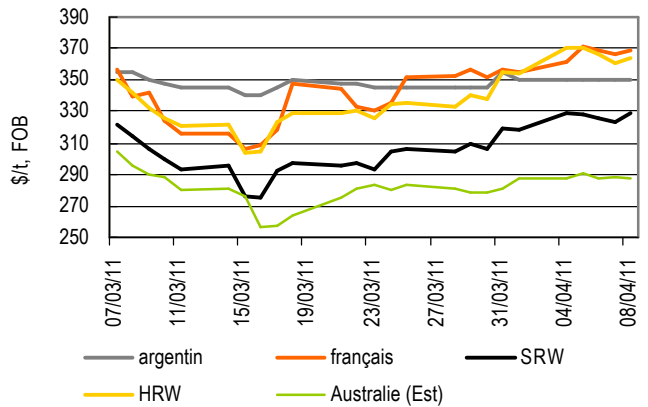
> Le disponible en blé menier toujours déterminant

L'observation des prix depuis notre dernière parution appelle deux commentaires. Tout d'abord, elle illustre l'épisode, historique, de volatilité qu'a connu le marché entre le 7 et le 18 mars. Les cours du blé sur le marché communautaire ont perdu 35 €/t dans la semaine du 7 au 15 mars, pour regagner 27 €/t durant les trois jours suivants, dessinant une courbe en U à l'instar de l'ensemble des marchés de matières premières dans le monde. Devant les niveaux de prix atteints au tout début du mois de mars sur les marchés à terme, une partie des investisseurs mondiaux s'étaient pris à douter de la poursuite du mouvement haussier. Ils avaient tout juste commencé à réduire leur exposition au risque lorsque s'est produit le séisme du 11 mars au Japon. Les soudaines perspectives d'interruption de la croissance et de catastrophe nucléaire ont rallié à leur cause une grande partie des gestionnaires de fonds, entraînant un mouvement de liquidation aussi brutal que de courte durée.

Par ailleurs, on constate que les prix libellés en euros ont suivi une courbe parfaitement identique aux prix libellés en dollars. La forte appréciation de l'euro pendant le mois écoulé aurait pourtant pu contraindre les prix du marché communautaire à s'inscrire en retrait. Le fait qu'il n'en ait rien été est un indicateur du dynamisme de la demande adressée à la marchandise communautaire.

Les tirages de certificats à l'exportation en témoignent. En l'espace de cinq semaines, les opérateurs communautaires ont demandé des certificats pour l'exportation de 1,9 Mt de blé tendre, 369 000 t de blé dur et 515 000 t d'orge.

Prix du blé à l'exportation



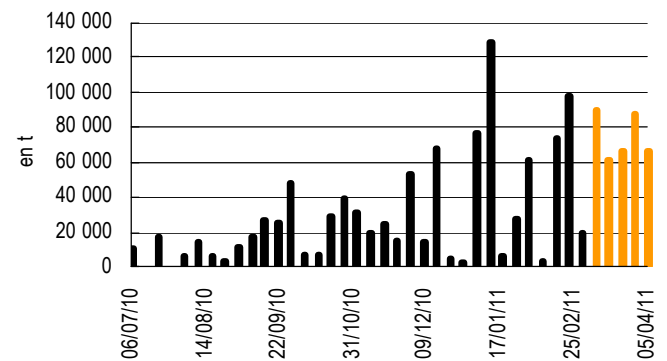
source : CIC

La chute des prix mondiaux à l'exportation survenue dans la 2^{ème} semaine du mois de mars s'est rapidement enrayerée, grâce à un regain de demande. L'origine communautaire s'est renchérie jusqu'à atteindre 370 \$/t, par paliers, affichant par périodes une prime de 15 à 20 \$/t sur le HRW américain, avec lequel elle est à nouveau plus ou moins à parité. La rareté relative de la protéine du blé continue à imprimer sa marque sur le marché qui, de surcroît, voit les Etats-Unis s'acheminer vers une récolte de SRW (un blé faiblement protéiné) très abondante tandis que la sécheresse qui s'est installée sur les plaines du HRW, certes joue en faveur du taux de protéine, mais compromet le volume qui sera disponible à l'exportation lors de la prochaine campagne.

Les volumes de blé tendre physiquement exportés au départ de France depuis le début de la campagne s'élevaient à 10,6 Mt fin mars.

La constance des tirages de certificats tout au long de ces cinq semaines est particulièrement remarquable en blé dur. Il s'agit pour l'essentiel de la couverture des achats algériens conclus fin 2010 - début 2011.

Exportations de blé dur (arains) : certificats délivrés



source : Commission européenne

> Des semis 2011 de blé tendre en demi-teinte

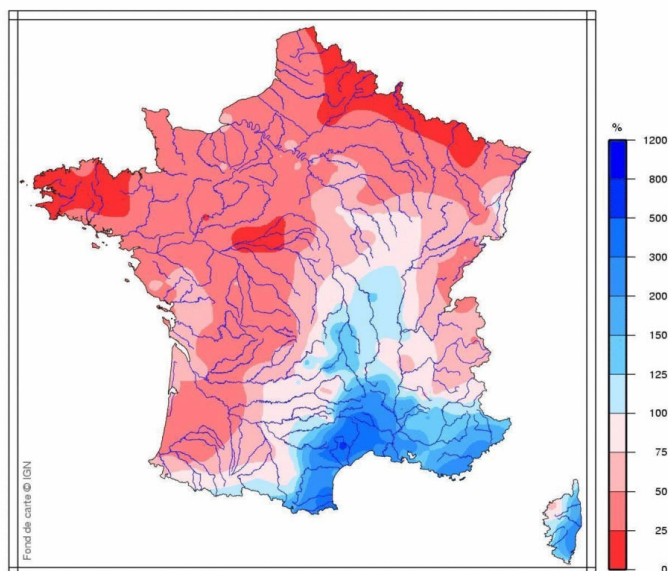
En ce début d'avril, l'intérêt pour les perspectives de récolte 2011 va grandissant. Sur la base des communications des Etats membres, la Commission européenne envisage une hausse des surfaces en blé tendre de 1 % seulement qui, compte tenu d'un rendement prévu en hausse de 4,5 %, se traduirait par une production de près de 133,8 Mt (126,8 Mt en 2010/11). Les prix de marché du blé lors de cette campagne 2010/11 permettaient d'escompter une augmentation des semis plus marquée, mais la concurrence des autres cultures, en particulier de la betterave dans un contexte tendu sur le marché du sucre, est la principale explication avancée.

FRANCE

> Pluviométrie et situation des eaux souterraines

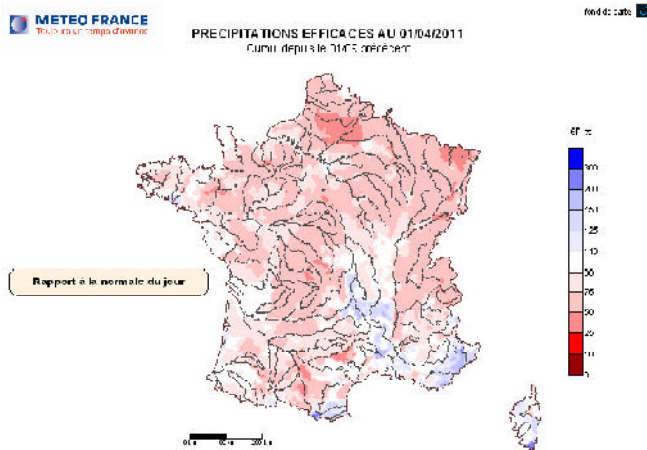
Le mois de mars a été particulièrement sec : le cumul des précipitations est déficitaire sur une majeure partie de la France. Comme le montre la carte ci-dessous, le déficit dépasse 75 % en Bretagne, Sologne, Touraine et le long de la frontière belge. Un excédent est au contraire constaté sur le pourtour méditerranéen.

Rapport aux normales 1971-2000 du cumul mensuel de précipitations mars 2011



Source : Météo France

En terme de pluviométrie " efficace ", la situation est déficitaire sur la quasi-totalité du territoire. Le cumul (du 1er/09/10 au 1er/04/11) des précipitations efficaces, c'est-à-dire l'eau disponible pour l'écoulement et la recharge



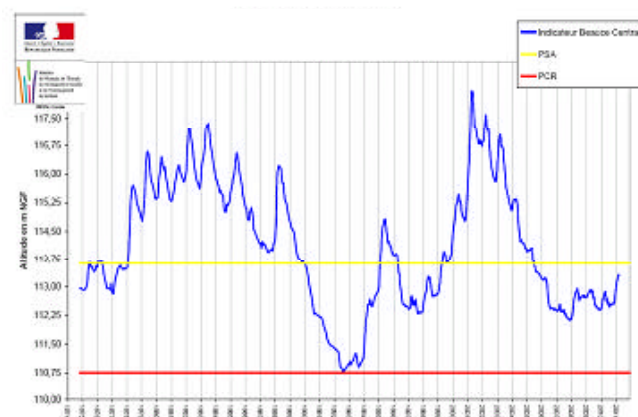
Source : Météo France

des nappes, présente surtout un déficit sur le plateau lorrain, en Picardie et sur le sud de l'Aveyron. A l'inverse, quelques excédents sont observés dans les Pyrénées-Orientales, dans l'est du Massif Central, les Alpes du Sud, la Côte d'Azur et la Corse.

Ce déficit pluviométrique affecte les ressources en eau des principales zones de production de céréales. Dans son dernier bulletin du 11 mars 2011, EauFrance, portail public d'information sur l'eau, souligne que 56% des réservoirs affichent un niveau inférieur à la normale.

L'exemple de la région Centre est significatif. Le mois de mars y a été particulièrement sec, les précipitations mensuelles de cette région étant déficitaires de 60%. Les niveaux des cours d'eau comme des nappes souterraines y sont très bas pour ce moment de l'année. D'après la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre, " à une exception près, tous les indicateurs de niveau des nappes se situent sous les valeurs moyennes, à des valeurs basses rencontrées moins d'une année sur dix pour la moitié d'entre eux ". Si le niveau de la nappe de Beauce est supérieur à celui observé l'année dernière à la même époque (+52 cm), il est toutefois encore inférieur au niveau moyen.

Indicateur Beauce centrale



Source : DREAL Centre, 3 avril 2011

> État des cultures à fin mars

Les délégations régionales de FranceAgriMer rapportent que la faible pluviométrie pourrait avoir des conséquences néfastes sur le potentiel des cultures. Les régions Picardie, Poitou-Charentes et Pays-de-la-Loire, entre autres, notent que l'absence de pluies pénalise l'absorption des éléments nutritifs, notamment l'azote. Pour l'instant (à fin mars 2011) et dans la majorité des régions, l'état sanitaire des cultures est toutefois jugé satisfaisant.

La note de conjoncture Céréales est une publication de FranceAgriMer. Directeur de la publication : Fabien Bova.
 Rédaction : unité Grandes Cultures / service Marchés et études de filières - F. Balké/florence.balke@franceagrimer.fr - N. Boussac/nicole.boussac@franceagrimer.fr - O. Le Lamer/olivia.le-lamer@franceagrimer.fr - Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de FranceAgriMer. L'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer de conseils personnalisés.